

Pour vous, avec vous

UN NOUVEAU CONTRAT COMMUNAL

*Pour une gestion sociale, humaine
et démocratique des communes de France*

**UN NOUVEAU
CONTRAT
COMMUNAL**

Que vous habitiez un village, une grande ou une petite ville, vous vivez dans une COMMUNE. C'est beaucoup plus qu'une division géographique.

Le mot de commune rappelle les combats livrés par nos concitoyens, depuis des siècles, pour la liberté. C'est la Révolution française qui organisa les communes. Les régimes autoritaires les ont combattues et brimées, mais aucun d'eux n'a pu les supprimer.

La commune constitue l'échelon administratif le plus proche de chacune et de chacun de vous. C'est pourquoi nous proposons qu'elle joue un rôle de plus en plus grand. La commune doit posséder beaucoup plus de moyens qu'aujourd'hui pour aider à résoudre, avec vous-mêmes, vos problèmes de logement, d'urbanisme, de transports, de cadre de vie, vos problèmes d'école ou de santé, et aussi, à la différence de la situation actuelle, des questions comme l'emploi.

L'application du Programme commun de la gauche permettra un progrès important vers cet essor de la vie communale au sein de la nation démocratique.

Dès maintenant, nous considérons, nous communistes, que la commune peut et doit être un point d'appui précieux pour satisfaire vos besoins et soutenir vos luttes.

En 1971 nous vous avons proposé de conclure avec les

candidats communistes aux élections municipales un **CONTRAT COMMUNAL**. Par ce contrat, nous vous avons fait connaître clairement nos objectifs. Nous nous sommes engagés à vous informer de la situation et de la gestion communales, à vous consulter, à favoriser la participation aux choix et aux décisions de tous ceux qui le désirent. Nous avons fait appel à vous pour agir ensemble. Il a été ainsi possible de vérifier combien la démocratie et les libertés favorisent le progrès social. Elles sont une condition de l'efficacité de la gestion. Cette expérience démocratique — qui a constitué une innovation dans la vie politique française — mérite donc d'être poursuivie et développée.

Elle le mérite d'autant plus que, comme vous, votre commune se heurte à des difficultés de plus en plus graves, en raison de la politique gouvernementale qui vise à faire payer à la population les conséquences d'une crise dont les dirigeants actuels de l'économie et de l'Etat sont entièrement responsables. Seuls le rassemblement de toutes les forces, l'action unie peut permettre de préserver vos intérêts, de répondre à vos besoins, à ceux des travailleurs et de toute la population.

C'est précisément dans cet esprit que nous avons aussi, comme vous le savez, proposé aux autres partis de gauche signataires du Programme commun de gouvernement de conclure un accord national pour la réalisation de listes d'union de la gauche au premier tour dans toutes les communes de France.

Nous nous réjouissons que cet accord national ait été conclu en juin dernier.

Son application pleine et entière doit permettre à la gauche de gagner de nombreuses municipalités, en même temps qu'il consolidera l'union du peuple de France en faveur du changement. C'est à cette victoire de l'union que travaillent les communistes, avec la meilleure bonne volonté et la plus totale loyauté.

Si le suffrage universel en décide, il y aura donc demain, à la mairie, des conseillers communistes, avec des socialistes, et d'autres républicains.

Il est donc légitime que vous vous posiez des questions.

CE QUE VEULENT LES COMMUNISTES

Déjà des millions de Français qui travaillent et vivent dans les communes dirigées par les communistes apprécient leur gestion sociale et démocratique. Dans les communes où il n'y a pas encore d'élu communiste, vous vous demandez à juste titre :

« Que veulent les communistes pour les communes ? Quelles sont leurs conceptions ? Comment comptent-ils se comporter avec nous ? avec leurs partenaires ? »

En vous présentant ce nouveau contrat communal, nous vous disons clairement :

Voici ce qui déterminera partout l'action des communistes, qu'ils soient majoritaires ou minoritaires dans le conseil municipal.

Voici les engagements qu'ils prennent, les garanties qu'ils vous donnent.

Voici leur contribution à l'union de la gauche et à son efficacité.

Voici pourquoi vous avez besoin d'un nombre beaucoup plus grand d'élus municipaux communistes.

Voici nos propositions pour **une GESTION SOCIALE, HUMAINE et DEMOCRATIQUE DES COMMUNES DE FRANCE.**

DEFENDRE VOTRE DROIT AU TRAVAIL

Les entreprises ne forment pas un monde à part. Comme votre lieu d'habitation votre lieu de travail se situe dans une commune.

- Gouvernement et patronat font et défont les entreprises, disposent de votre sort, jettent au chômage et condamnent au sous-emploi des centaines de milliers d'hommes et de femmes. Ils condamnent à la disparition de nombreuses petites et moyennes entreprises, sources d'activités et d'emplois.

Pour mieux vous opposer aux licenciements et aux fermetures d'entreprises, votre intérêt est de pouvoir compter sur des communistes au conseil municipal.

- Vous voulez vivre au pays, y travailler. Vous voulez un emploi plus proche de votre habitation.

En envoyant siéger des communistes au conseil municipal, vous aurez des élus qui agiront pour le maintien et la création d'emplois dans votre commune. Le bilan des municipalités dirigées par des communistes en témoigne.

- Sur le chantier, à l'usine, au bureau, vous avez des revendications, vous agissez ; il vous arrive de devoir faire grève contre l'intransigeance patronale et gouvernementale. Aussitôt, les élus communistes sont là, à vos côtés ; ils soutiennent vos luttes.

- Dans votre entreprise se posent aussi les problèmes du logement, des transports, des sports, des vacances, des activités culturelles... Avec des communistes à la mairie, soucieux de rapprocher, de coordonner, de rendre plus efficaces les organismes sociaux de l'entreprise et de la commune, vous défendrez mieux vos droits.

- Jeunes garçons et filles, vous êtes souvent obligés d'interrompre vos études. Si vous apprenez un métier, ce n'est pas toujours celui que vous désirez. Même avec un métier ou un diplôme, vous êtes nombreux à connaître le chômage avant même d'avoir travaillé.

Au conseil municipal, les élus communistes combattent pour qu'on construise des écoles, des établissements d'enseignement technique. Avec vous et avec les parents d'élèves, nous luttons pour vos grandes revendications : un enseignement démocratique et moderne, la gratuité, une véritable formation professionnelle, un métier qui vous plaise, un emploi assuré, des loisirs sains et enrichissants, des équipements sportifs et culturels en nombre suffisant, des vacances et des voyages de votre âge. Vous avez, sur toutes les questions municipales, votre mot à dire.

FACILITER VOTRE VIE FAMILIALE

Mille soucis assaillent votre vie familiale : tout augmente ; les loyers, le crédit, les charges vous accablent : les impôts pèsent plus lourd ; se soigner coûte de plus en plus cher ; vous n'êtes pas sûrs du lendemain.

Avec des communistes à la mairie, vos droits familiaux sont pris en considération.

- Afin que les femmes qui le désirent puissent travailler et que les enfants bénéficient d'une éducation et de soins de qualité, ils agissent pour réaliser des crèches, des centres de loisirs de l'enfance.

- Ils considèrent les cantines, les vacances, les services sociaux les plus divers comme des services publics. Ils en adaptent les tarifs aux ressources des familles.

- Les personnes âgées, handicapés, chômeurs, femmes seules, familles en détresse trouvent toujours auprès des élus communistes une aide compréhensive, généreuse et efficace.

- Si vous êtes menacés de saisie ou d'expulsion à la suite de difficultés dues à la crise, les élus communistes interviennent aussitôt.

- Ils luttent pour freiner dans l'immédiat la hausse des impôts et charges fiscales qui pèsent sur les familles ; pour le blocage des loyers et la limitation des charges, pour que les Offices H.L.M. disposent à cette fin des moyens financiers nécessaires et puissent construire des logements de qualité accessibles aux familles laborieuses, les locataires doivent être représentés au Conseil d'administration des Offices H.L.M.

- Tandis que gouvernement et patronat attaquent la Sécurité sociale, l'accès aux soins, le gouvernement facilite l'activité des monopoles qui profitent de la maladie ; il met en cause le droit à la santé et aggrave encore les inégalités sociales.

Les élus communistes luttent à vos côtés pour qu'un effort prioritaire soit accordé à la satisfaction des besoins de santé, tant en matière de prévention que de soins de qualité.

Ils agissent pour la sauvegarde et la reconquête de la Sécurité sociale.

Ils interviennent pour le développement de l'activité des centres de santé, des centres de protection maternelle et infantile, pour le développement d'une véritable médecine scolaire.

Ils agissent pour la coordination des divers domaines d'activité qui concourent à la protection de la santé, pour la coordination des divers types de pratiques médicales.

Ils luttent pour que des moyens en personnel et en équipements soient consacrés au secteur public hospitalier.

- La culture est aussi l'un de vos droits. Vous avez soif de nouvelles connaissances, dans tous les domaines, artistiques, scientifiques, politiques. Bien souvent, les moyens vous manquent, le temps, l'argent. Au conseil municipal, les communistes favorisent la diffusion de la culture, organisent des activités de qualité pour tous les âges, encouragent la liberté de création, la participation créatrice et l'expression de tous et de chacun.

- **Ensemble, il faut lutter pour accroître les moyens des communes. Grâce à cette lutte, quand les communistes dirigent le conseil municipal, il devient possible de vous rendre la vie moins dure, de freiner effectivement la régression de votre pouvoir d'achat, d'améliorer la qualité de votre vie.**

HUMANISER LE CADRE DE VIE

Les gouvernants parlent à satiété de qualité de la vie. Mais, à la campagne comme à la ville, le cadre de vie se dégrade.

- Dans de nombreuses communes rurales, après le paysan, le commerçant, puis l'artisan disparaissent. L'école, le bureau de poste ferment. La fin ou le déclin de l'activité humaine signifie, à terme, l'absence de toute vie sociale. Dans un village déserté par ses habitants, le retour à la nature serait un retour à une nature morte. Une région sans agriculteurs ni terres cultivées serait une région défigurée.

Dans la plupart des villes, le pouvoir permet aux promoteurs de faire la loi. Il réduit les espaces verts, les parcs et jardins publics à la portion congrue. Les équipements sociaux font défaut.

Avec vous, nous voulons humaniser le cadre de vie. Dans les zones rurales, il faut préserver et développer l'agriculture.

Les élus communistes luttent pour sauvegarder les emplois et pour en créer, pour maintenir le commerce et l'artisanat.

Ils veulent le développement de la coopération intercommunale sur une base démocratique ; il ne s'agit pas pour eux que les communes s'unissent pour répartir la pénurie ; mais avec des moyens financiers, elles peuvent conserver et améliorer les services publics, entretenir routes et chemins, donner plus de bien-être aux habitants.

● Se loger est un droit. Combien êtes-vous à vivre dans un logement inconfortable, parfois vétuste ? ou dans un appartement surpeuplé ? Et pourtant, il y a plus d'un million de logements vides parce que trop chers.

Quel gâchis ! Les élus communistes luttent pour que le droit au logement soit assuré à chacun : locataires ou propriétaires, en appartement ou en maison individuelle. Ils exigent que l'Etat fasse son devoir en finançant la construction sociale.

Pour loger les Français il faut faire du neuf sans saccager les villes, sans les livrer à la spéculation des banques, en permettant aux propriétaires de conserver la valeur d'usage de leur patrimoine.

Il faut donner la possibilité aux exploitants agricoles dans un juste équilibre du développement de l'habitat et du maintien des zones de culture et d'élevage, de protéger les terres, outils de leur travail.

Les élus communistes agissent pour rénover l'habitat, conserver ce qu'il y a de bon de l'héritage du passé, moderniser et construire des logements en permettant aux habitants qui le souhaitent de rester au centre ville.

● **Nous combattons le racisme et la discrimination. Nous sommes pour l'égalité des droits et des devoirs entre Français et immigrés sans favoritisme ni indulgence. La construction des logements et foyers doit être répartie équitablement entre les communes, leur financement, ainsi que celui des équipements et services sociaux nécessaires aux travailleurs immigrés et à leur famille, doit être assuré par l'Etat et le patronat.**

● Quant aux villes nouvelles et aux grands ensembles, nous n'entendons pas qu'ils soient de simples dortoirs. Les élus communistes agissent pour créer des emplois, implanter des commerces, réaliser et animer des équipements sociaux et culturels.

● Les transports sont le plus souvent longs, chers, inconfortables, harassants. Pour aller au travail, priorité doit être enfin donnée aux transports publics : métro ; autobus ; train ou tout autre moyen moderne, confortable, sûr et suffisamment fréquent. Les élus communistes combattent pour des tarifs moins élevés, pour la suppression du péage frappant les automobilistes. Votre vie familiale et professionnelle y gagnera.

● Le système capitaliste, incapable de garantir la justice sociale et la liberté à tous, secrète la délinquance. Agressions, vols, actes de vandalisme se multiplient. L'insécurité et le désordre grandissent.

Les élus communistes veulent que la police assure effectivement la protection des habitants ; cela suppose qu'elle soit réorganisée, qu'elle dispose de moyens, en effectifs et en locaux, et qu'elle ne soit pas utilisée à d'autres tâches, comme la répression contre les travailleurs et les citoyens. Avec le même souci d'efficacité, les élus communistes demandent que les maires, en cessant d'être mis à l'écart, puissent avoir des pouvoirs de contrôle de l'utilisation de la police sur le territoire de leur commune.

Mais cet effort pour la sécurité publique ne peut en lui-même apporter les solutions fondamentales aux problèmes de la violence, de la délinquance et de la criminalité. C'est, selon nous, une politique de plein emploi, de progrès social, d'essor culturel et d'organisation du cadre de vie qui résoudra ce grave problème.

● La vie d'aujourd'hui, c'est aussi le bruit, la pollution, les nuisances de toutes sortes. Il faut s'attaquer à ces fléaux sans délai et sérieusement, en y mettant les moyens.

Assurer une meilleure insonorisation et l'isolation thermique des logements, combattre les vrais pollueurs, c'est-à-dire essen-

tiellement de grandes entreprises, faire un nouvel urbanisme, avec de la place, des espaces verts, des terrains d'aventure ou de jeux pour les enfants, des chemins pour se promener, des équipements sportifs, des lieux aménagés pour favoriser la rencontre des habitants, voilà qui permettrait la détente, de meilleurs rapports de voisinage, voilà ce pour quoi luttent les élus communistes.

LIBERTE, LIBERTES DANS LA COMMUNE

Vous aspirez à dire votre mot dans les affaires de votre commune.

Lorsque des élus communistes gèrent une ville ou un village, tout se déroule au grand jour. Vous les voyez parmi vous, s'informer, pour vous informer. Vous avez les moyens de contrôler leur activité. Information, consultation, participation, telle est notre façon d'agir.

Nous ne vous appelons pas seulement à voter tous les six ans. Nous vous considérons comme des citoyens à part entière. Elire des communistes au conseil municipal, c'est vous donner un bon moyen de prendre la parole et d'être entendu sur toutes les questions, en toutes circonstances, en toute liberté.

En toute liberté également, chaque conseil municipal doit pouvoir, selon les conditions propres à la commune, déterminer les formes de consultation et de participation de la population, y compris celle d'origine étrangère dans le respect de la personnalité nationale.

Quand ils dirigent un conseil municipal, les communistes assurent une gestion saine et efficace, sans favoritisme ni combi-

nes. Etrangers à la corruption et aux scandales, chacun reconnaît leur sérieux et leur honnêteté.

Tous les conseillers municipaux, communistes ou non, accèdent à toutes les informations et sont invités à prendre toute leur part dans les décisions. Le personnel communal, dont nous défendons les revendications générales face à l'Etat, se trouve associé à l'élaboration et à l'application de la politique municipale. Vous-même, quels que soient votre opinion politique, votre profession ou votre âge, êtes constamment sollicité à participer à la vie locale.

- Au niveau de votre entreprise, avec vos organisations syndicales, intervenez pour que les questions sociales soient, s'il le faut et si c'est possible, résolues avec le concours de la commune. Les communistes y aideront.

- Dans votre village, dans votre quartier, à l'échelle de la ville, vous avez des besoins en services, en équipements. Avec les communistes, agissez pour que ces revendications soient prises en compte.

- Nombre d'entre vous adhèrent à un syndicat, à une association, une amicale, un comité.

Les élus communistes attachent une importance toute particulière à ces organisations. Elles contribuent à réaliser l'union des habitants dans la diversité de leurs professions, de leurs âges, de leurs opinions politiques, de leurs options philosophiques ou spirituelles. Elles sont d'un apport irremplaçable pour aider à élaborer les décisions municipales en gardant leur entière indépendance de jugement et d'action. Elles font partie de la vie civique.

DES MOYENS POUR DES COMMUNES MAJEURES

Pour garantir vos droits, pour pratiquer une gestion sociale, humaine et démocratique, chaque commune doit avoir des moyens suffisants, politiques, financiers et techniques, avec un personnel compétent.

Mais dans la France d'aujourd'hui, l'Etat décide de tout, ou presque. Il accable les communes de charges indues comme la T.V.A., leur fait supporter les méfaits de l'inflation, les accule à des emprunts chers, réduit les subventions. Il pousse les conseils municipaux à augmenter les impôts locaux et les tarifs pour échapper à l'asphyxie à laquelle il les accule.

Le montant des « feuilles jaunes » où s'additionnent impôts communaux, départementaux et régionaux est devenu insupportable. Pour un nombre grandissant de familles, l'impôt à payer signifie davantage de restrictions sur les dépenses de premières nécessités. Quelle injustice !

La réforme giscardienne de la fiscalité locale, combattue et rejetée par les élus communistes, accentue les inégalités entre contribuables sans apporter de ressources nouvelles aux budgets communaux.

Une plus juste répartition des ressources entre l'Etat et les communes permettrait non seulement de répondre à vos besoins, mais relancerait l'économie plus efficacement que des discours et des plans d'austérité.

Or la seule préoccupation du pouvoir en place est de piller les budgets communaux pour détourner des fonds publics — votre argent — vers les caisses de quelques géants de la banque

et de l'industrie. Le VII^e Plan prévoit d'aggraver encore cette situation.

Les communistes n'ont jamais accepté cette politique. Leurs élus ont refusé, refusent et refuseront de gérer la crise en vous en faisant payer les frais. Tout en s'efforçant de continuer à vous rendre le maximum de services, ils limitent l'augmentation des impôts communaux pour ne pas porter atteinte à votre pouvoir d'achat.

Avec les communistes, nous vous appelons à lutter contre les transferts de charges aux communes, pour obtenir les crédits indispensables, pour accroître les pouvoirs des conseils municipaux, pour une véritable autonomie communale placée sous votre contrôle.

Les élus communistes s'attachent à améliorer, humaniser, moderniser les services publics communaux par la formation et la qualification du personnel communal, l'utilisation des moyens techniques d'aujourd'hui, la lutte contre la bureaucratie envahissante de l'Etat.

● Le projet GUICHARD, sous prétexte de « décentralisation des pouvoirs » vise à mettre en cause l'assemblée élue qu'est le Conseil municipal. Les communes perdraient le peu de pouvoirs qu'il leur reste au profit d'organismes communautaires non élus. Au besoin réel de la démocratie pour les collectivités locales, le régime giscardien recherche à déconcentrer les moyens d'exécution de l'Etat à des niveaux plus bas, avec les préfets et sous-préfets.

Nous, nous voulons la démocratie dans toute la vie sociale ; nous voulons la liberté pour les communes.

ELISEZ DES COMMUNISTES A LA MAIRIE

Alors que le Parti communiste français représente près d'un quart des électrices et des électeurs de notre pays, savez-vous qu'il y a seulement 1 100 maires communistes pour 36 000 communes ? Que le Parti communiste français n'a d'élus que dans 5 000 d'entre elles ? Qu'il ne compte que 14 000 conseillers sur 450 000 ?

Est-ce cela la démocratie ?

Parce que les élus communistes sont vos défenseurs les plus efficaces, votre vie quotidienne, dans une multitude de villes et de villages, souffre de cette iniquité.

Pour combattre les injustices du système social actuel comme les injustices du système électoral, votre intérêt est d'élire des communistes dans les conseils municipaux.

Le Parti communiste est le seul à demander que tous les courants d'opinion puissent être représentés dans les conseils municipaux. C'est un point de vue qu'il défend depuis toujours. Les échanges, la confrontation des idées sont bénéfiques à tous. Nous ne sommes pas pour le monopole d'un seul parti, mais pour la représentation proportionnelle de chaque parti, grand ou petit.

C'est parce que le pouvoir s'oppose à la représentation proportionnelle que le Parti communiste a proposé au Parti socialiste et aux Radicaux de gauche un accord national pour réaliser, dès le premier tour, des listes d'union de la gauche dans toutes les villes et les villages.

Partout où le suffrage universel aura décidé d'écarter les représentants du pouvoir giscardien, partout où vous aurez décidé d'éliminer ces élus de droite qui font mine de se plaindre de l'Etat et vous font néanmoins payer les frais de la crise, nous souhaitons la constitution de conseils municipaux où les représentants des partis de gauche soient loyalement associés.

En fondant la politique municipale sur les orientations du Programme commun et en garantissant ainsi la solidarité du conseil, en donnant à chaque formation sa juste place dans l'exercice des responsabilités, en s'engageant à coopérer dans la pleine égalité des droits et des devoirs, une telle entente vous donnera l'assurance d'avoir un bon conseil municipal.

Qui dit plusieurs partis au conseil municipal entend nécessairement qu'il faut que le conseil comporte des communistes. Nous ne cherchons pas à être seuls. Nous n'entendons pas davantage dominer nos partenaires. Nous aspirons à avoir notre place, rien que notre place, mais toute notre place. Il vous appartient de nous la donner par votre vote souverain.

Cela répond à votre intérêt. Avec des communistes au conseil municipal, vous aurez les meilleurs avocats. Vous savez que les engagements seront tenus, que l'union ne s'égarera pas en chemin.

DES ELECTIONS POLITIQUES

Vous avez des besoins immédiats. D'une commune à l'autre, au village ou à la ville, ils ne sont pas identiques ; vous aurez l'occasion de les exprimer en chaque lieu. Partout, vous verrez mieux pris en compte et plus vite satisfaits si vous envoyez des communistes siéger au conseil municipal.

Car les communistes, où qu'ils se trouvent, n'hésitent pas à prendre le meilleur chemin, celui de la lutte : sur le plan local, cela s'entend, mais aussi sur un plan plus général, parce que la satisfaction de chaque besoin local dépend de la politique nationale.

Oui, les élections municipales sont des élections politiques. Raison de plus pour voter communiste.

Car les communistes, pour sortir le pays de la crise, se montrent les meilleurs, les plus actifs pour préparer la victoire et la réalisation pleine et entière du Programme commun de gouvernement de la gauche.

Tel est le sens, à la fois municipal et national, de ce NOUVEAU CONTRAT COMMUNAL.

- Il s'inscrit dans les orientations du Programme commun, dont la réalisation permettra de mettre fin à la crise des communes et vous sera immédiatement bénéfique.

- Il s'inscrit dans la perspective de la société socialiste que nous voulons pour la France, convaincus que nous sommes que la vie communale constituera un des traits originaux de la nouvelle démocratie française.

Pour avancer sur cette voie, le Parti communiste français doit compter demain des élus dans le plus grand nombre possible de communes.

Cela dépend de vous. Agissez pour qu'il en soit ainsi. Concluez avec nous ce NOUVEAU CONTRAT COMMUNAL.

SOMMAIRE

	Pages
• <i>Ce que veulent les communistes</i>	7
• <i>Défendre votre droit au travail ..</i>	8
• <i>Faciliter votre vie familiale</i>	9
• <i>Humaniser le cadre de vie</i>	11
• <i>Liberté, libertés dans la commune</i>	14
• <i>Des moyens pour des communes majeures</i>	16
• <i>Elisez des communistes à la mairie</i>	18
• <i>Des élections politiques</i>	19

COMMUNES & DEPARTEMENTS D'AUJOURD'HUI

Revue trimestrielle éditée par le Parti Communiste Français

vous informera sur
les idées, les expériences,
les initiatives, les luttes
des élus communistes

ABONNEZ-VOUS

Utilisez cette formule pour vous abonner.

M

Adresse

Code postal

Nbre d'abonnements Montant (x 30 F)

Adressez ce bulletin d'abonnement accompagné du règlement
correspondant.

Joindre la liste d'adresses pour expédier
les abonnements groupés.

COMMUNES ET DEPARTEMENTS D'AUJOURD'HUI
2, place du Colonel-Fabien, 75940 Paris Cedex 19
C.C.P. La Source 34.734.75